



**European Committee
of the Regions**

DISCOURS DU PRÉSIDENT DU COMITÉ EUROPÉEN DES RÉGIONS, KARL-HEINZ LAMBERTZ
5E JOURNÉE DE L'ÉLARGISSEMENT – SESSION PLÉNIÈRE, SÉANCE
D'OUVERTURE

19 JUIN 2019, 09H30

Excellences,
Mesdames et Messieurs,

Je suis heureux de constater que l'élargissement de l'Union européenne suscite un tel intérêt en cette cinquième Journée de l'élargissement.

Au Comité européen des régions, nous sommes déterminés à soutenir avec constance l'achèvement de l'unification de l'Europe.

Nous sommes réunis aujourd'hui pour parler de l'efficacité du financement que l'Union consacre à l'élargissement et, en particulier, des résultats obtenus en ce qui concerne l'état de droit, la gouvernance et les réformes dans les pays candidats et candidats potentiels.

Notre rencontre intervient à un moment particulier, où les États membres de l'Union peinent à tenir leurs engagements, et ce, alors même que des progrès concrets ont bien souvent été accomplis, non seulement grâce à des réformes, mais aussi grâce à des décisions politiques visant à satisfaire à des critères et des conditions bien définis.

En Europe, en effet, l'on assiste, élection après élection, à la montée en puissance d'une résistance à la poursuite de l'élargissement de l'Union.

Nous entendons dire que la priorité devrait être donnée à la mise en œuvre des politiques internes plutôt qu'à l'élargissement.

Je pense qu'il faut lutter de manière pragmatique contre les peurs: nous devons expliquer le risque d'un coup d'arrêt à l'élargissement; nous devons parler du risque que des pays voisins quittent la voie des réformes; parler des effets de la frustration ressentie par des citoyens qui croient en l'intégration européenne et qui, dans certains cas, luttent pour elle.

Car en effet, sans perspective européenne concrète, comment l'Union pourrait-elle aider nos partenaires à s'engager davantage dans ces réformes difficiles, ou dans ces dialogues politiques complexes, qui sont fondamentaux pour la stabilité de la région toute entière?

De leur côté, les citoyens des pays visés par l'élargissement doivent savoir ce qui les attend.

Ils doivent savoir que les obligations et la liberté qui en découle forment un seul et même ensemble.



**European Committee
of the Regions**

Nous devons démontrer aux responsables politiques et aux citoyens que l'application de l'état de droit et d'une gouvernance renforcée peuvent effectivement conduire à un développement socio-économique local, à la stabilisation et à un avenir meilleur.

Mais tout d'abord, ils doivent reconnaître en l'Union européenne un interlocuteur fiable.

Je voudrais remercier les membres participants à la discussion d'aujourd'hui qui viennent nous offrir une grande diversité d'expériences: politique, médiatique, universitaire, administrative et citoyenne.

J'espère que nous pourrions avoir ensemble un débat franc sur ces questions essentielles, un débat qui ne craint pas d'aborder les problèmes, tout en étant créatif et résolument tourné vers l'avenir.

Nous avons l'honneur de recevoir deux éminents orateurs:

Son Excellence l'ambassadeur Inzko qui a consacré une grande partie de sa vie à maintenir et à renforcer la stabilité en Bosnie-et-Herzégovine, et partant, dans la région des Balkans et dans l'Europe toute entière.

Et Monsieur le maire, Monsieur Shilegov, qui est non seulement le président de deux de nos principales organisations partenaires, ZELS et NALAS, mais aussi le maire de la capitale de la Macédoine du Nord.

«La Macédoine du Nord», ces mots sont prononcés pour la première fois à la tribune de la session plénière de la Journée de l'élargissement!

Depuis notre dernière rencontre, une année riche en événements s'est écoulée. Il nous faut évoquer au premier chef les accords de Prespa entre la Grèce et la Macédoine du Nord.

Il s'agit d'un acte responsable et pragmatique qui vient mettre fin à un conflit historique, et je salue tous ceux qui ont pris part à sa résolution.

Je serai d'ailleurs ravi de me rendre prochainement à Skopje afin de prendre toute la mesure du soutien apporté par les collectivités locales, qui œuvrent pour donner une perspective européenne à ce pays et à ses habitants.

Permettez-moi d'exprimer mon soutien résolu à l'ouverture de négociations d'adhésion avec la Macédoine du Nord, et ce avant la fin d'octobre 2019, ainsi qu'avec l'Albanie, qui a mis en œuvre une impressionnante réforme de l'ensemble de son système judiciaire.

L'Albanie a procédé à une réforme municipale de grande ampleur.



**European Committee
of the Regions**

Il reste, certes, des questions législatives à résoudre, mais nous espérons que des élections locales seront organisées très prochainement: les élections sont toujours un vecteur de renforcement de la démocratie, et elles ne devraient jamais être prises en otage.

Dans son paquet «élargissement», la Commission mentionne bien d'autres cas d'évolutions positives dans les pays visés par l'élargissement. Il n'y a pas que de bonnes nouvelles, cependant.

À Istanbul, l'annulation récente des élections et la décision d'organiser un nouveau scrutin le 23 juin prochain ont compromis le processus électoral global pour lequel le peuple turc avait pourtant démontré son engagement en allant massivement exprimer son suffrage.

En Serbie, l'intimidation exercée contre des maires et des conseillers de l'opposition a conduit le Conseil de l'Europe à ouvrir une enquête.

L'Union européenne est une union pour la liberté et elle défend pleinement les principes qui en découlent.

Il ne s'agit pas d'imposer notre liberté aux autres, mais d'accueillir au sein de l'Union des pays et des peuples qui se sont par eux-mêmes libérés.

L'une des pierres angulaires de notre liberté, c'est la démocratie locale. Les maires et les conseillers doivent être prêts à prendre à bras-le-corps et à mettre en œuvre le volumineux corpus législatif européen dont ils dépendront.

À défaut de préparation efficace, leurs citoyens ne pourront pas jouir pleinement de toutes les possibilités de cette union des peuples qui est la nôtre.

Et, si les représentants locaux ne s'engagent pas, à leur niveau, à respecter l'état de droit, l'état de droit ne pourra pas s'imposer dans leur pays.

Les collectivités régionales et locales obtiennent de meilleurs résultats lorsqu'elles peuvent s'attaquer aux défis mondiaux ou sociétaux «en partenariat»: ce sont elles qui traduisent les objectifs de développement durable dans des projets concrets au niveau local et régional.

La Convention des maires, par exemple, nous montre que les acteurs locaux peuvent jouer un rôle de pionniers en s'engageant volontairement en faveur d'objectifs ambitieux.

Nous voyons que ces réalités sont de mieux en mieux reconnues, et je me réjouis de constater que plusieurs chapitres du paquet «élargissement» de la Commission portent justement sur l'échelon local.

Le Comité européen des régions élaborera un avis formel sur le paquet «élargissement» d'ici la fin de l'année et notre rapporteur, M. Jaroslav Hlinka, entamera ses consultations dès le 25 juin prochain.



**European Committee
of the Regions**

La Commission procède aussi actuellement à une évaluation du soutien apporté par l'Union aux collectivités locales dans les régions du voisinage de l'Union.

Une fois menés à leur terme, ces travaux d'information importants montreront la voie à suivre pour qu'une aide et des conseils plus efficaces et plus ciblés soient apportés à nos amis.

En effet, les meilleurs conseillers ce sont bien les amis qui «sont déjà passés par là».

Pour mettre en place des services locaux performants et des communautés confiantes, il n'est de meilleur moyen que des conseils échangés entre pairs au niveau des collectivités locales et régionales dans les pays en voie d'adhésion.

Dans ce contexte, le Comité des régions a publié une brochure expliquant l'aide financière que l'Union offre actuellement aux collectivités locales et régionales des pays candidats¹.

Chers Collègues,

Nous ne sous-estimons pas les difficultés auxquelles nos partenaires sont confrontés dans les pays qui aspirent à rejoindre l'Union européenne.

Nous sommes très reconnaissants du travail accompli par la Turquie et les pays des Balkans occidentaux en ce qui concerne le contrôle du flux de réfugiés et de migrants. Les régions situées aux frontières extérieures sont celles qui sont les plus touchées par la migration.

De plus, dans ces régions, les minorités risquent toujours de faire l'objet de discriminations, en particulier lorsque le nationalisme et le populisme entrent en jeu sur la scène politique.

Pourtant, les coopérations les plus fructueuses sont pour la plupart mises en œuvre dans les zones frontalières.

Notre ami, le maire d'Edirne, M. Gürkan, qui figure parmi nos intervenants aujourd'hui, peut se prévaloir du succès des opérations menées sur la frontière entre l'Union européenne et la Turquie.

La présidence finlandaise du Conseil va bientôt reprendre le flambeau. Une région comme celle de la mer Baltique peut aisément comprendre le rôle joué par l'élargissement.

J'invite tous les États membres à adopter une vision stratégique et à œuvrer sans relâche à l'unification de l'Europe.



**European Committee
of the Regions**

La politique de l'élargissement n'est certes pas suffisante pour construire une intégration européenne stable, mais s'opposer aux perspectives européennes suffit à mettre en danger des régions et des générations entières.

Permettez-moi de conclure en espérant que le successeur du commissaire Hahn se montrera aussi engagé et dévoué que lui.

Nous pensons que le futur commissaire devrait même se voir confier un portefeuille exclusivement consacré à la politique de l'élargissement, afin de refléter tout le poids stratégique et géopolitique de la question.

Je vous remercie de votre attention.

CHECK AGAINST DELIVERY